



Paris, le 22 juin 2007

A l'attention de Madame la Ministre de la Santé
Madame Roselyne BACHELOT
Ave de Ségur - 75007 Paris

Objet : Demande d'interdiction d'un portable GPS pour enfant

Madame la Ministre,

Par un courrier, en date du 31 mai 2007, nous vous avons alerté sur la commercialisation, à compter du 1^{er} juin 2007, par la Société CarTélematics, d'un portable destiné aux jeunes enfants, le Kiditel. Dans ce courrier, nous vous demandions d'intervenir de toute urgence afin d'interdire le lancement de ce produit sur le marché et nous sollicitons un rendez-vous afin de vous transmettre nos doléances concernant le dossier de la téléphonie mobile et de la santé.

Ce courrier est demeuré sans réponse. Comme nous ne pouvons pas croire que vous restiez silencieuse sur cette question alors même que le Président de la République a pris, lorsqu'il était candidat, des positions claires dans un courrier adressé à Priartem en date du 3 avril 2007, nous réitérons, à l'occasion de la journée internationale sur la téléphonie mobile, lancée à l'initiative des associations allemandes de défense de l'environnement et de la santé publique, notre démarche en espérant, qu'une fois les périodes de campagne électorales passées, le temps de l'action gouvernementale étant venu, vous aurez à cœur de gérer, au mieux de l'intérêt de la santé des enfants de notre pays, cette question de santé publique.

Nous nous permettons de vous rappeler les éléments essentiels de ce dossier. Sous couvert de commercialiser un outil de géolocalisation permettant aux parents de repérer à tous moments leurs enfants, la société a lancé un véritable portable dont la vocation est d'être toujours allumé afin de permettre un contrôle permanent. Outre les problèmes d'ordre psychologique, éducatif, social... posés par ce type de produit, sur lesquels nous ne nous sentons pas compétents et sur lesquels d'autres – des pédopsychiatres mais aussi le Président de la CNIL... - se sont déjà exprimés, outre le fait qu'il s'agit plus de calmer l'angoisse supputée des parents que de résoudre réellement un problème de sécurité, nous voulons réinsister sur l'incompatibilité fondamentale qui existe entre ce type de produits et l'expression actuelle des scientifiques, l'information officielle de la Direction générale de la santé mais aussi les affirmations publiques des opérateurs de téléphonie mobile. En effet, les uns et les autres reconnaissent la nécessité de prise en compte des risques tout spécifiques que peut générer l'usage du portable par les enfants. C'est d'ailleurs sur cette position largement partagée que s'appuyait Monsieur Nicolas Sarkozy lorsqu'il nous écrivait :

« Concernant la prévention des enfants, je veux m'engager ici avec d'autant plus de force que, sur ce thème, un certain consensus se dégage. En effet, l'Agence Française de la Sécurité sanitaire, environnementale et du travail nous a indiqué que le risque sanitaire était plutôt à rechercher du côté des téléphones eux-mêmes. Les opérateurs disent s'accorder à ne pas réaliser des publicités en direction des enfants et à ne pas faire de marketing sur des appareils spécifiquement dédiés aux enfants. Les associations partagent ce objectif. Nous pourrions donc retenir le principe de l'interdiction des téléphones portables à l'école et au collège ce qui, en outre, constituerait une mesure pédagogique. A cela j'ajoute que je m'oppose très fermement au souhait de voir se développer des appareils du type Babymo (téléphones pour les enfants) qui clairement exposeraient la population la plus à risque. »

Ce qui était vrai le 3 avril 2007, l'est encore aujourd'hui et nécessite une prise de décision rapide pour mettre fin immédiatement à la mise sur le marché de ce nouveau produit. Nous vous rappelons que, il y a deux ans, nos associations ont déjà du se battre contre la commercialisation d'un portable destiné aux enfants de 4 à 8 ans, le Babymo. Grâce au sens des responsabilités des chaînes commerciales qui l'avaient mis en vente nous avons réussi à faire en sorte que ce produit ne soit plus commercialisé dans notre pays. Nous avons regretté à l'époque le silence du Ministère de la santé, nous avons appelé à une réglementation appropriée afin que des produits du même type ne puissent être proposés. Ce que nous craignons est aujourd'hui arrivé : en l'absence de cette réglementation, un nouveau produit pour enfants est proposé aux parents avec l'ajout alléchant d'une fonction de surveillance. Eu égard aux résultats scientifiques récents (résultats sur les effets génotoxiques des rayonnements de la téléphonie mobile, résultats d'enquêtes épidémiologiques révélant l'accroissement de tumeurs du cerveau lié à l'usage du portable, absorption par le cerveau des enfants d'une quantité beaucoup plus élevée de rayonnements électromagnétiques...), tout silence de votre part deviendrait coupable.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Stéphen KERCKHOVE,
Délégué général d'Agir pour l'Environnement

Janine LE CALVEZ,
Présidente de Priartém